DES CANDIDATS À LA CANDIDATURE

Pronostics

(2e partie et fin)

Par Zineddine Sekfali

Les trois personnalités politiques les plus fréquemment citées par la presse et les observateurs politiques, comme candidats à la candidature en Algérie, sont Messieurs Lakhdar Brahimi, Abdelmalek Sellal et Ahmed Ouyahia. Ces personnalités, très connues, ont en commun de posséder, chacune, un curriculum vitæ politico-administratif imposant. Leurs longues carrières au sein de l'Etat et dans l'action politique également, sont par elles-mêmes le gage de leur savoir-faire. Ils allient l'intelligence à la ruse, une qualité indispensable à ce niveau de responsabilité, et jouissent d'une longue expérience dans les affaires politiques et publiques. On souhaite donc à chacun d'eux bonne chance ! Cependant, l'un d'entre eux semble mieux placé que les deux autres concurrents virtuels, dans cette course pleine d'embûches, qu'est l'élection présidentielle. Les deux autres souffrent chacun a priori d'un sérieux handicap, oserais-je dire. L'un est en effet plus âgé que le président actuellement en fonction. S'il est élu en 2019, il aura, à l'expiration de son mandat, l'âge canonique (en politique, j'entends !) de 90/91 ans. En effet, si on excepte le patriarche biblique Mathusalem qui aurait vécu 9 siècles, ainsi que les rois, les reines et les papes des temps modernes, qui restent sur leur trône jusqu'à leur mort, notre nouveau président pourrait alors devenir le doyen des présidents élus du monde entier.

Bien évidemment, nous prierons Allah de lui donner une excellente santé. Nous lui souhaiterons par avance une longue vie et tout le succès dans son mandat. Nous supplierons aussi Dieu de lui épargner, et par la même occasion à nous aussi, d'autres épreuves. Ceci étant, on peut penser que le corps électoral algérien, majoritairement composé de citoyens âgés de moins de 45 ans, serait naturellement plus enclin à donner son suffrage à un président alerte et plein de vitalité, à l'instar, par exemple, du président Obama qui, après deux mandats consécutifs harassants, parvient encore à monter en petite foulée et avec l'agilité d'un sportif les escaliers des édifices et les échelles des avions qu'il prend pour ses déplacements domestiques et ses multiples visites officielles à l'étranger.

Ce n'est pas faire du «jeunisme» mais au contraire preuve de réalisme, que de formuler le vœu que notre prochain président soit âgé de 50 ans au maximum au moment où il est élu président. S'il accomplit deux mandats, il quitterait alors la présidence à l'âge de 60 ans, ce qui est raisonnable, sachant du reste que le gouvernement est d'avis de fixer, pour les salariés algériens de sexe masculin, l'âge de départ à la retraite à 60 ans. Le second candidat dont la candidature paraît être également aléatoire n'est pas trop âgé : il est en effet à peine sexagénaire. Mais malheureusement pour lui, il risque de ne pas se trouver sur la ligne de départ.

A son grand dam, il a été nommé à la fonction particulièrement exposé de Premier ministre à une mauvaise période. Sous son mandat en effet, les prix des hydrocarbures ont drastiquement chuté partout dans le monde (ce qui n'est pas de sa faute !), entraînant une grave crise économique et financière dans notre pays (ce qu'on aurait pu éviter vu nos avoirs en devises fortes et si on avait pris soin de mettre en place, il y a 15 ou 20 ans, à défaut d'une NEP comme on disait jadis, un «nouveau modèle économique» comme on dit aujourd'hui, c'est-à-dire un système économique qui, rompant d'avec le dirigisme et l'étatisme, devra aboutir à la libéralisation totale de l'économie).

Aujourd'hui, personne n'est plus dupe : le changement, c'est maintenant ou jamais ! Tous les Algériens ont compris, après les mesures déjà prises par le gouvernement pour colmater les brèches au niveau des recettes et éviter la déconfiture du pays, que nous avons mangé notre pain blanc ! Sauf miracle – grâce aux rogations collectives faites dans les zaouïas et les mosquées ou grâce à quelque recette magique concoctée par un brillant spécialiste en sciences économiques ! –, la situation économique et sociale du pays a peu de chances d'être redressée à court ou à moyen terme.

Sauf miracle – grâce aux rogations collectives faites dans les zaouïas et les mosquées ou grâce à quelque recette magique concoctée par un brillant spécialiste en sciences économiques ! –, la situation économique et sociale du pays a peu de chances d'être redressée à court ou à moyen terme. Elle ne saurait l'être qu'à long terme et au prix de grands efforts, de sévères restrictions, de discipline et d'ordre.

Elle ne saurait l'être qu'à long terme et au prix de grands efforts, de sévères restrictions, de discipline et d'ordre. M. Abdelmalek Sellal, puisque c'est de lui qu'il s'agit, est dans cette fâcheuse conjoncture, celui qui, à son corps défendant, essuiera les plâtres et subira le sort du bouc émissaire sacrifié sur l'autel des échecs des politiques économiques de son équipe gouvernementale et des précédents gouvernements. S'il y avait en politique une justice, la responsabilité des gouvernants devrait être conjointe et solidaire, selon beaucoup de gens.

Le mieux placé : ses atouts et ses mauvaises cartes

Le candidat à la candidature qui reste susceptible d'être retenu par défaut en quelque sorte est M. Ouyahia. Il a été plus d'une fois ministre et Premier ministre. Sa carte de visite est d'une richesse renversante ! Peu de gens ont exercé comme lui autant de charges et de responsabilités en même temps. Qu'on en juge : actuellement, il cumule les trois lourdes charges de directeur de cabinet à la Présidence de la République, de ministre d'Etat et de secrétaire général d'un parti politique. Seul un exceptionnel généraliste-polyvalent peut cumuler autant de tâches à la fois. L'intéressé a, il est vrai, la réputation de ne répugner à aucune besogne et semble partout en capacité d'être simultanément au four et au moulin. Parfois, on le voit activer sans difficulté à plusieurs endroits en même temps, tels ces personnages légendaires auxquels les dieux de l'Olympe accordaient le don d'ubiquité. Il est doué d'une faconde remarquable et s'exprime avec aisance dans la langue de bois, langue préférée des politiciens algériens, langue dont il tente d'atténuer la rugosité en la recouvrant d'une légère couche de vernis.

Un écrivain a écrit que la parole a été donnée à l'homme pour qu'il dissimule ses pensées (in *le Rouge et le Noir* de Stendhal). Si on y réfléchit un peu, cet écrivain n'a peut-être pas tort ! Il semble par ailleurs que ce candidat à la candidature, commis de l'Etat comme il aime à se qualifier lui-même, préfère monologuer que dialoguer. Quand il parle de ses adversaires politiques du courant laïc, semi-laïc ou religieux, il les traite d'être peu fiables et incapables d'assumer quelque responsabilité politique que ce fût. Lorsque la situation économique, sociale ou politique du pays se gâte, il se fait procureur et pointe un index inquisiteur sur l'opposition qui n'étant pas au pouvoir n'est par conséquent pour rien dans la déconfiture annoncée. Il est, hélas, vrai qu'en Algérie on n'aime pas débattre et que l'on préfère plutôt s'invectiver. Or, plus on s'invective et plus on se divise, et il est connu qu'on ne divise que pour mieux régner. Il lui arrive, lors de ses philippiques, de dénoncer cette angoissante «main étrangère» qui aurait, assure-t-il, des complices algériens. Il y aurait, à le croire, de la haute trahison et des activités subversives dans l'air déjà pollué que nous respirons.

Malheureusement, personne ne vient après ses propos forts et péremptoires nous annoncer les mesures adéquates de rétorsion diplomatique que compte prendre notre ministre des Affaires étrangères contre les pays étrangers impliqués, ni les poursuites pénales déclenchées par le parquet sur ordre de notre ministre de la Justice contre les traîtres dénoncés ! Ce candidat à la candidature ne boude pas au plaisir d'apparaître sur les écrans de la télévision publique ou sur les chaînes privées de ses amis et alliés politiques. Pleinement habité par la passion aliénante de la politique et du pouvoir, il a très tôt entrepris de se construire, profitant au maximum du fait qu'il est aux avant-postes de l'administration de l'Etat, une statue de candidat officiel incontournable. Il aime camper le bien et le patriotisme, et voit par contraste dans ses adversaires politiques l'incarnation du mal et de la traîtrise !

Les convictions sont les pires ennemis de la vérité

C'est, dit-on, un homme de conviction. Soit ! D'aucuns ont eu la désagréable surprise de constater qu'il a reçu, dans son bureau à la Présidence de la République, un ancien terroriste venu lui exposer son point de vue sur la révision constitutionnelle et solliciter de nouvelles faveurs pour ses anciens compagnons qui avaient mis, dans un passé récent, le pays à feu et à sang. On ignore si des promesses ont été faites à ce repenti entreprenant, mais on sait que ce dernier a publiquement exprimé sa déception parce que rien de ce qu'il a revendiqué ne lui aurait été accordé. On se souvient par ailleurs qu'il avait même proféré des menaces envers de hauts responsables et tenu des propos inconvenants insultants vis-à-vis de la plus haute autorité du pays. Quelques mois après cette audience surréaliste, la porte de la Présidence resta close devant quelques illustres moudjahidine, derniers survivants d'une époque historique, sans lesquels notre pays serait encore colonisé. Ces personnalités avaient sollicité, pour des raisons qui leur étaient propres, une audience au président de la République. Mais on sait qu'en politique, les convictions sont variables et changeantes. Le philosophe allemand Nietzsche avait observé dans *Humain, trop humain*, ceci : «Les convictions sont des ennemis de la vérité plus dangereux que les mensonges.» D'aucuns prétendent qu'en tant que directeur de cabinet, ce candidat favori assume, sinon de jure du moins de facto, une fonction appelée «curatelle» par les spécialistes du droit civil et «régence» par les spécialistes du droit public. Etant de par ses fonctions très proche du chef de l'Etat, il passerait pour son «dauphin», statut qui n'est toutefois pas reconnu en Algérie, car il n'y pas de roi sous nos cieux. En effet, nous sommes vaille que vaille toujours en république. Ce n'est donc que la rumeur publique qui lui accorde ce statut juridiquement inexistant chez nous. Mais le poste de vice-président, si on l'avait créé pour lui, lui irait comme un gant, croit-on savoir.

C'est, dit-on, un homme de conviction. Soit ! D'aucuns ont eu la désagréable surprise de constater qu'il a reçu, dans son bureau à la Présidence de la République, un ancien terroriste venu lui exposer son point de vue sur la révision constitutionnelle et solliciter de nouvelles faveurs pour ses anciens compagnons qui avaient mis, dans un passé récent, le pays à feu et à sang.

Ses atouts maîtres

En tout cas, c'est lui qui actuellement administre et gère par procuration l'essentiel des grands dossiers politiques et administratifs de la République. D'un point de vue juridique, il a délégation de signature et jouit d'un mandat quasi général. Il est censé, en tant que mandataire, rendre régulièrement et fidèlement compte de sa tâche à son mandant, le président. La proximité avec le président est probablement son plus grand atout. Mais elle suscite aussi des jalousies et des inimitiés. Or, l'homme n'est pas naïf et sait pertinemment que la «roche Tarpéienne est proche du Capitole». En conséquence, il prend des précautions. Il joue gagnant et s'accroche à ses multiples fonctions avec la force de l'arapède qui, au moindre danger, colle littéralement aux rochers marins. Ayant longtemps «tutoyé les étoiles» scintillantes de l'armée, il a aussi côtoyé les éminences grises des services secrets : ce qui est un atout maître dans notre système politique. Il a de plus eu la chance de récupérer à son profit un parti «né moustachu», selon l'expression malicieuse attribuée à M. Boualem Benhamouda, ancien ministre et ancien secrétaire général du FLN. Le RND a été ensuite monté de bric et de broc, avec des militants en surnombre siphonnés du FLN et d'une flopée de fonctionnaires qui se morfondaient d'ennui dans les administrations.